



# PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des Politiques Publiques  
Service Environnement - guichet unique ICPE

## Arrêté préfectoral n° 58-2024-05-24-00010

**portant prescriptions complémentaires à l'autorisation environnementale  
dont bénéficie la société SABLES & MINÉRAUX  
pour exploiter une carrière d'argile et de sables kaoliniques sur la commune de Livry**

Le Préfet de la Nièvre  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2014-029-0005 d'autorisation délivré le 29 janvier 2014 à la société IMERYS CERAMICS FRANCE pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argile et de sables kaoliniques sur le territoire de la commune de Livry au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 2.4.3 qui mentionne « [...]La zone du front de taille de la carrière située sur la parcelle n° 397 du lieu-dit « La Baravelle » où niche le Guêpier d'Europe, est conservée sur 2500 m<sup>2</sup> [...] ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015-P-822 du 3 juillet 2015 autorisant le mutation au profit de la SAS SABLES & MINÉRAUX de l'autorisation d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement de la carrière située sur la commune de Livry, exploitées précédemment par la SAS IMERYS CERAMICS FRANCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2017-02-20-002 du 20 février 2017 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2014-029-0005 du 29 janvier 2014, susvisé, autorisant la SAS SABLES & MINÉRAUX à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile et de sables kaoliniques et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Livry (Nièvre) ;
- VU** le rapport, en date du 24 avril 2024, de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, établi suite à la visite du site le 16 novembre 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 24 avril 2024 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a indiqué au cours de la visite qu'il avait été contraint d'exploiter la zone, où nichait le *Guêpier d'Europe*, du front de taille car celui-ci s'était effondré et qu'il présentait des risques pour la sécurité des travailleurs ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, au préalable, a vérifié qu'aucun individu de *Guêpier d'Europe* n'était présent au sein de ce même front de taille lors des travaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, en parallèle, a procédé à un rafraîchissement d'un ancien front de taille situé en bord de carrière, et notamment d'un plan d'eau, afin d'accueillir le *Guêpier d'Europe* ;

**CONSIDÉRANT** que les nouvelles caractéristiques de la carrière doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : Identification**

La société SABLES & MINERAUX, dont le siège social est situé Carrière de la Barre - 58240 Livry, autorisée à exploiter une carrière d'argiles et de sables kaoliniques, au lieu-dit « Carrière de la Barre » sur le territoire de la commune de Livry, est tenue de respecter, dans le cadre du maintien des populations de *Guêpier d'Europe* au sein de sa carrière, les dispositions suivantes :

- tous les 5 ans, procéder au rafraîchissement du front de taille conservé pour accueillir le *Guêpier d'Europe*,
- dans un délai de 6 mois, procéder à une période opportune à une étude écologique permettant d'affirmer ou d'infirmer le retour du *Guêpier d'Europe* au sein de la carrière.

### **Article 2 : Publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société SABLES & MINERAUX, dont le siège social est situé « Carrière de la Barre » à Livry (Nièvre).

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1. par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui sera notifié,
2. par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,
  - b. la publication de la décision sur le site internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le Tribunal Administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Obligation de notification des recours :** tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 4 : Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- le Maire de Livry,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,
- le Chef de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, dont une copie sera adressée au Directeur départemental des territoires de la Nièvre, au Directeur départemental de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **24 MAI 2024**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Ludovic PIERRAT

4505 1A11 4 S